

Vu l'arrêté royal du 17 juillet 1991 portant coordination des lois sur la comptabilité de l'Etat, notamment les articles 12, 55 à 58 inclus et 94;

Vu l'accord du Ministre flamand chargé du Budget, donné le 12 octobre 1998;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, modifié par les lois des 4 juillet 1989 et 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Considérant qu'en vue d'assurer la continuité de l'octroi de subventions pour les formations en matière d'innovation en général et d'en garantir un impact aussi utile que possible en particulier et vu le fait que plusieurs tours d'introduction sont prévus, il importe d'adapter le délai d'exécution de telle sorte que l'objectif du régime n'est pas compromis;

Sur la proposition du Ministre-Président du Gouvernement flamand et du Ministre flamand de la Politique extérieure, des Affaires européennes, des Sciences et de la Technologie;

Après en avoir délibéré,

Arrête :

Article 1^{er}. Dans l'article 6 de l'arrêté du Gouvernement flamand du 24 mars 1998 établissant les critères, les conditions et les modalités d'octroi de subventions concernant les formations en matière d'innovation, le § 1^{er}, 6^o est remplacé par ce qui suit : "6^o avoir une durée maximale de 2 ans".

Art. 2. Le Ministre flamand qui a la politique d'innovation économique et industrielle dans ses attributions, est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Art. 3. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} mai 1998.

Bruxelles, le 20 octobre 1998.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,
le Ministre flamand de la Politique extérieure, des Affaires européennes, des Sciences et de la Technologie,
L. VAN DEN BRANDE

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 98 — 2954

[C - 98/29396]

17 JUILLET 1998. — Décret-programme portant diverses mesures concernant la gestion budgétaire, les fonds budgétaires, les bâtiments scolaires, l'enseignement et la promotion de la santé (1)

Le Conseil de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I^{er}. — Dispositions relatives à la gestion budgétaire

Article 1^{er}. Il est créé un organisme d'intérêt public dénommé Fonds d'égalisation des budgets de la Communauté française.

Cet organisme est classé dans la catégorie A des organismes visés à l'article 1^{er} de la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public.

Art. 2. Le Fonds d'égalisation des budgets de la Communauté française a pour mission d'attribuer à la Communauté française, dans la limite de ses recettes, des dotations contribuant à la réalisation de l'équilibre annuel des budgets de cette dernière.

Le Fonds précité peut être chargé par le Gouvernement de la gestion des comptes de trésorerie qui sont alimentés par les provisions nécessaires au paiement des dettes de la Communauté française à l'Etat fédéral, pour ce qui concerne le précompte professionnel et les contributions à la Caisse des veuves et orphelins, à l'Office national de sécurité sociale et à l'Office national des allocations familiales pour travailleurs salariés.

Art. 3. Les ressources du Fonds d'égalisation des budgets de la Communauté française sont constituées par les dotations inscrites en sa faveur au budget de la Communauté française.

Art. 4. Le Fonds d'égalisation des budgets de la Communauté française est géré par le personnel en place du ministère de la Communauté et au sein des services de celui-ci.

CHAPITRE II. — Dispositions relatives aux Fonds budgétaires

Art. 5. § 1^{er}. Le point 32 du tableau annexé au décret du 27 octobre 1997 contenant les fonds budgétaires figurant au budget général des dépenses de la Communauté française est modifié selon le tableau joint en annexe I au présent décret.

§ 2. Un point 43 est ajouté au tableau annexé au décret du 27 octobre 1997 contenant les fonds budgétaires figurant au budget général des dépenses de la Communauté française, selon le tableau joint en annexe II au présent décret.

CHAPITRE III. — Dispositions relatives aux bâtiments scolaires

Art. 6. Dans l'article 7 du décret du 24 juin 1996 relatif au programme d'urgence pour les bâtiments scolaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire organisé ou subventionné par la Communauté française, les mots « exercices budgétaires 1996, 1997 et 1998 » sont remplacés par les mots « exercices budgétaires 1996, 1997, 1998, 1999 et 2000 ».

CHAPITRE IV. — *Dispositions relatives à l'enseignement**Section 1^{re}. — Modifications du décret du 9 septembre 1996*

relatif au financement des hautes écoles organisées ou subventionnées par la Communauté française

Art. 7. A l'article 10 du décret du 9 septembre 1996 relatif au financement des hautes écoles organisées ou subventionnées par la Communauté française, modifié par le décret du 24 juillet 1997, les mots « 10 527,5 millions » sont remplacés par les mots « 10 369,0 millions ».

Art. 8. A l'article 11, 2^o, du même décret, les mots « , à l'exclusion des personnels en disponibilité pour convenance personnelle en application de l'article 39 du décret du 2 avril 1996 modifiant la législation de l'enseignement, » sont insérés entre les mots « PMD qui représente les coûts réels calculés des personnels mis en disponibilité par défaut d'emploi à la date du 15 janvier 1996, pour maladie ou infirmité n'entraînant pas l'incapacité définitive au service, en congé pour mission en vertu de l'article 5 du décret portant réglementation des missions, des congés pour mission et des mises en disponibilité pour mission spéciale dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française ou pour convenance personnelle précédant la pension de retraite » et les mots « et les coûts forfaitaires des personnels mis en disponibilité par défaut d'emploi et réaffectés dans une haute école conformément à l'article 29, alinéa 6, non déduits de l'allocation annuelle globale de cette haute école; ».

Section 2. — Modifications à la législation de l'enseignement

Art. 9. Par dérogation à l'article 32, § 3, de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement, le montant des subventions de fonctionnement accordé par élève régulier, hors enseignement universitaire, hors enseignement supérieur organisé dans les hautes écoles et hors enseignement maternel et primaire ordinaire, est fixé pour l'année scolaire 1998-1999 au moment accordé pour l'année scolaire 1997-1998, tel qu'il a été établi sur la base de l'article 2 du décret-programme du 27 octobre 1997 portant diverses mesures concernant l'enseignement, augmenté de 1,4 %.

Par dérogation à l'article 52, c) et d), de l'arrêté royal du 13 août 1962 organique des centres psycho-médico-sociaux, le montant des subventions est fixé, pour l'année scolaire 1998-1999 au montant accordé pour l'année scolaire 1997-1998, tel qu'il a été établi sur la base de l'article 2 du décret-programme précité, augmenté de 1,4 %.

Les crédits de fonctionnement des écoles et des institutions d'enseignement de la Communauté française, autres qu'universitaires, autres qu'enseignement supérieur organisé dans les hautes écoles et autre qu'enseignement maternel et primaire ordinaire, sont augmentés sur la même base que l'augmentation des subventions visées aux alinéas 1^{er} et 2.

Art. 10. Dans l'article 6 de l'arrêté royal n^o 413 du 29 avril 1986 portant des dispositions relatives aux moyens de fonctionnement alloués à l'enseignement de l'Etat et aux subventions de fonctionnement allouées à l'enseignement subventionné, modifié par les décrets du 9 novembre 1990, 20 décembre 1995, 25 juillet 1996 et 27 octobre 1997, les termes « ... à l'exception de l'article 1^{er}, qui entre en vigueur le 1^{er} janvier 1999... » sont remplacés par « ... à l'exception de l'article 1^{er}, qui entre en vigueur le 1^{er} janvier 2000 ».

Art. 11. L'article 74 du décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre est complété par l'alinéa suivant :

« Chaque organe de représentation et de coordination visé à l'alinéa précédent est tenu de remettre au Gouvernement un rapport semestriel sur le nombre de membres du personnel en perte de charge partielle ou totale qui n'ont pas été réaffectés, rappelés à l'activité de service, remis au travail ou qui n'ont pas vu leur charge complétée. »

*CHAPITRE V. — Modifications au décret du 14 juillet 1997
portant organisation de la promotion de la santé en Communauté française*

Art. 12. § 1^{er}. Dans l'article 5, 1^{er} alinéa, du décret du 14 juillet 1997 portant organisation de la promotion de la santé en Communauté française, les mots « un membre représentant le Comité interprovincial de médecine préventive » sont remplacés par les mots « trois membres représentant le Comité interprovincial de médecine préventive ».

§ 2. Dans l'article 9 du même décret, les mots « au Conseil scientifique et éthique de prévention du sida, aux services du Gouvernement, » sont insérés entre les mots « au Conseil supérieur de promotion de la santé, » et les mots « aux Centres locaux ».

CHAPITRE VI. — Dispositions finales

Art. 13. Les articles 1^{er} à 5, 10, 11 et 12 entrent en vigueur le 1^{er} septembre 1998.

Art. 14. Les articles 6 à 9 entrent en vigueur le 1^{er} janvier 1999.

Bruxelles, le 17 juillet 1998.

La Ministre-Présidente du Gouvernement de la Communauté française
chargée de l'Education, de l'Audiovisuel, de l'Aide à la Jeunesse, de l'Enfance et de la Promotion de la Santé,
Mme L. ONKELINX

Le Ministre de l'Enseignement supérieur,
de la Recherche scientifique, du Sport et des Relations internationales,
W. ANCION

Le Ministre de la Culture et de l'Education permanente,
Ch. PICQUE

Le Ministre du Budget, des Finances et de la Fonction publique,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

—
Note

Session 1997-1998

Documents du Conseil. — Projet de décret, n^o 247-1. — Avis des commissions, n^{os} 247-2 et 247-3. — Amendement de commission, n^o 247-4. — Rapport n^o 247-5.

Compte rendu intégral. — Discussion et adoption. Séance du 17 juillet 1998.

Annexe I

Dénomination du Fonds budgétaire	Nature des recettes affectées	Objet des dépenses autorisées
32. Fonds d'impulsion à la politique de l'immigration (A)	Recettes provenant de la Loterie nationale dans le cadre du Fonds d'impulsion pour la politique des immigrés (national)	Financement de projets en matière d'immigration dans le domaine de l'enseignement et en relation avec la médiation scolaire prévue à l'article 35 du décret du 30 juin 1998 visant à assurer à tous les élèves des chances égales d'émancipation sociale, notamment par la mise en œuvre de discriminations positives

Annexe II

Dénomination du Fonds budgétaire	Nature des recettes affectées	Objet des dépenses autorisées
43. Fonds pour le programme de transition professionnelle (B)	Intervention de la Région bruxelloise et de la Région wallonne ainsi que des établissements scolaires. Discrimination positive	Contribution dans les rémunérations payées dans le cadre de l'article 14 du décret du 30 juin 1998 visant à assurer à tous les élèves des chances égales d'émancipation sociale, notamment par la mise en œuvre de discriminations positives

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 98 — 2954

[C - 98/29396]

17 JULI 1998. — Programma-decreet houdende diverse maatregelen inzake budgettair beheer, begrotingsfondsen, schoolgebouwen, onderwijs en gezondheidspromotie (1)

De Raad van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — Bepalingen met betrekking tot het budgettair beheer

Artikel 1. Er wordt een instelling van openbaar nut ingericht onder de benaming "Egalisatiefonds van de begrotingen van de Franse Gemeenschap".

Deze instelling wordt in categorie A van de instellingen bedoeld bij artikel 1 van de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut gerangschikt.

Art. 2. Het Egalisatiefonds van de begrotingen van de Franse Gemeenschap heeft tot opdracht het toekennen aan de Franse Gemeenschap, binnen de perken van haar ontvangsten, van dotaties die ertoe bijdragen het jaarlijks in evenwicht stellen van de begrotingen van deze laatste te verwezenlijken.

Voornoemd fonds kan door de Regering belast worden met het beheer van de thesaurierekeningen die gestijd zijn door de provisies noodzakelijk voor de betaling van de schulden van de Franse Gemeenschap aan de Federale Staat, wat betreft de beroepsvoorheffing en de bijdragen tot de Weduwen- en Wezenkas, de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid, en de Rijksdienst voor Werknemerspensiolen.

Art. 3. De inkomsten van het Egalisatiefonds van de begrotingen van de Franse Gemeenschap komen uit de dotaties daartoe uitgetrokken op de begroting van de Franse Gemeenschap.

Art. 4. Het Egalisatiefonds van de begrotingen van de Franse Gemeenschap wordt beheerd door het indienstzijnde personeel van het ministerie van de Franse Gemeenschap en binnen zijn diensten.

HOOFDSTUK II. — Bepalingen betreffende de begrotingsfondsen

Art. 5. § 1. Punt 32 van de tabel gevoegd bij het decreet van 27 oktober 1997 houdende de begrotingsfondsen vermeld op de algemene uitgavenbegroting van de Franse Gemeenschap, wordt gewijzigd volgens de in bijlage I van dit decreet gevoegde tabel.

§ 2. Er wordt in de tabel gevoegd bij het decreet van 27 oktober 1997 houdende de begrotingsfondsen vermeld op de algemene uitgavenbegroting van de Franse Gemeenschap, een punt 43 ingevoegd, volgens de in bijlage II van dit decreet gevoegde tabel.

HOOFDSTUK III. — Bepalingen met betrekking tot schoolgebouwen

Art. 6. In artikel 7 van het decreet van 24 juni 1996 betreffende het dringende programma voor de schoolgebouwen van het basis- en secundair onderwijs ingericht of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, worden de woorden "begrotingsjaren 1996, 1997 en 1998" vervangen door de woorden "begrotingsjaren 1996, 1997, 1998, 1999 en 2000".

HOOFDSTUK IV. — Bepalingen inzake onderwijs

Afdeling 1. — Wijzigingen aan het decreet van 9 september 1996
betreffende de financiering van de door de Franse Gemeenschap ingerichte of gesubsidieerde hogescholen.

Art. 7. In artikel 10 van het decreet van 9 september 1996 betreffende de financiering van de door de Franse Gemeenschap ingerichte of gesubsidieerde hogescholen, gewijzigd bij het decreet van 24 juli 1997, worden de woorden "10 527, 5 miljoen" vervangen door de woorden "10 369,0 miljoen".

Art. 8. In artikel 11, 2°, van hetzelfde decreet, worden de woorden „, met uitsluiting van het wegens persoonlijke aangelegenheid in disponibiliteit gesteld personeel in toepassing van artikel 39 van het decreet van 2 april 1996 tot wijziging van de onderwijswetgeving,” ingevoegd tussen de woorden „PMD dat de echte berekende kosten van het wegens ontstentenis van betrekking ter beschikking gesteld personeel op 15 januari 1996 vertegenwoordigt, wegens ziekte of invaliditeit die geen definitieve dienstongeschiktheid tot gevolg heeft, met verlof wegens opdracht krachtens artikel 5 van het decreet tot regeling van de opdrachten, de verloven wegens opdrachten en de terbeschikkingstelling wegens bijzondere opdracht in het door de Franse Gemeenschap ingericht of gesubsidieerd onderwijs of wegens persoonlijke reden vóór de oppensioenstelling,” en de woorden „en de forfaitaire kosten van de wegens ontstentenis van betrekking ter beschikking gestelde personeelsleden die in een Hogeschool worden geaffecteerd overeenkomstig artikel 29, lid 6, niet afgetrokken van de globale jaarlijkse toelage van deze Hogeschool;”.

Afdeling 2. — Wijzigingen aan de onderwijswetgeving

Art. 9. In afwijking van artikel 32, § 3, van de wet van 29 mei 1959 houdende wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving, wordt het bedrag van de per regelmatig ingeschreven leerling toegekende werkingstoe-lage, buiten het universitair onderwijs, buiten het hoger onderwijs ingericht in de hogescholen en buiten het kleuter- en gewoon lager onderwijs, voor het schooljaar 1998-1999, vastgesteld op het voor het schooljaar 1997-1998 toegekend bedrag, zoals bepaald op basis van artikel 2 van het programma-decreet van 27 oktober 1997 houdende diverse maatregelen inzake onderwijs, vermeerderd met 1,4 %.

In afwijking van artikel 52, c) en d), van het koninklijk besluit van 13 augustus 1962 tot regeling van de psycho-medisch-sociale centra, wordt het bedrag van de toelagen, voor het schooljaar 1998-1999, vastgesteld op het voor het schooljaar 1997-1998 toegekend bedrag, zoals bepaald op basis van artikel 2 van voornoemd programma-decreet, vermeerderd met 1,4 %.

De werkingstoeelagen van de andere scholen en onderwijsinrichtingen van de Franse Gemeenschap dan universitaire, dan het hoger onderwijs ingericht in de hogescholen en dan het kleuter- en gewoon lager onderwijs, worden vermeerderd op dezelfde basis als de verhoging van de toelagen bedoeld bij de leden 1 en 2.

Art. 10. In artikel 6 van het koninklijk besluit nr. 413 van 29 april 1986 houdende diverse maatregelen inzake werkingstoeelagen toegekend aan het Rijksonderwijs en werkingstoeelagen toegekend aan het gesubsidieerd onderwijs, gewijzigd bij de decreten van 9 november 1990, 20 december 1995, 25 juli 1996 en 27 oktober 1997, worden de woorden „... met uitzondering van artikel 1, dat in werking treedt op 1 januari 1999...” vervangen door de woorden „... met uitzondering van artikel 1, dat in werking treedt op 1 januari 2000”.

Art. 11. Artikel 74 van het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren, wordt met volgend lid aangevuld :

« Ieder vertegenwoordigings- en coördinatieorgaan bedoeld bij het vorig lid is ertoe gehouden de Regering een zesmaandelijks verslag te laten worden over het aantal personeelsleden die gedeeltelijk of geheel hun opdracht verliezen en die niet opnieuw werden aangewezen, in dienst geroepen, opnieuw aan het werk gesteld of die hun last niet hebben zien vervullen. ».

HOOFDSTUK V. — Wijzigingen aan het decreet van 14 juli 1997 houdende organisatie van de gezondheidspromotie in de Franse Gemeenschap

Art. 12. § 1. In artikel 5, lid 1, van het decreet houdende organisatie van de gezondheidspromotie in de Franse Gemeenschap, worden de woorden „een lid dat het „Comité interprovincial de médecine préventive” vertegenwoordigt” vervangen door de woorden „drie leden die het „Comité interprovincial de médecine préventive” vertegenwoordigen”.

§ 2. In artikel 9 van hetzelfde decreet, worden de woorden „aan de „Conseil scientifique et éthique de prévention du sida”, aan de diensten van de Regering,” ingevoegd tussen de woorden „aan de Hoge Raad voor gezondheidspromotie,” en de woorden „aan de plaatselijke centra”.

HOOFDSTUK VI. — Slotbepalingen

Art. 13. De artikelen 1 tot 5, 10, 11 en 12 treden in werking op 1 september 1998.

Art. 14. De artikelen 6 tot 9 treden in werking op 1 januari 1999.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 17 juli 1998.

De Minister-Voorzitter van de Regering van de Franse Gemeenschap, belast met Onderwijs,
de Audiovisuele Sector, Hulpverlening aan de Jeugd, Kinderwelzijn en Gezondheidspromotie,
Mevr. L. ONKELINX

De Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek, Sport en Internationale Betrekkingen,
W. ANCION

De Minister van Cultuur en Permanente Opvoeding,
Ch. PICQUE

De Minister van Begroting, Financiën en Ambtenarenzaken,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Nota

Zitting 1997-1998

Stukken van de Raad. — Ontwerp van decreet, nr. 247-1. — Advies van de commissies, nrs. 247-2 en 247-3. — Commissieamendement, 247-4. — Verslag nr. 247-5.

Integraal verslag. — Bespreking en aanneming. Vergadering van 17 juli 1998.

Bijlage I

Benaming van het begrotingsfonds	Aard van de bestemde ontvangsten	Doel van de toegelaten uitgaven
32. Impulsfonds voor migrantenbeleid (A)	Ontvangsten afkomstig van de Nationale Loterij in het kader van het Impulsfonds voor migrantenbeleid (nationaal)	Financiering van ontwerpen inzake migranten op het gebied van het onderwijs en met betrekking tot de schoolmediatie voorzien in artikel 35 van het decreet van 30 juni 1998 dat erop gericht is alle leerlingen gelijke kansen op sociale emancipatie te geven, inzonderheid door de invoering van maatregelen voor positieve discriminatie.

Bijlage II

Benaming van het begrotingsfonds	Aard van de bestemde ontvangsten	Doel van de toegelaten uitgaven
43. Fonds voor het programma van beroepsovergang	Bijdrage van het Brusselse Gewest en het Waalse Gewest alsook van de schoolinrichtingen. Positieve discriminatie.	Bijdrage in de bezoldigingen betaald in het kader van artikel 14 van het decreet van 30 juni 1998 dat erop gericht is alle leerlingen gelijke kansen op sociale emancipatie te geven, inzonderheid door de invoering van maatregelen voor positieve discriminatie.



F. 98 — 2955

[98/29324]

2 JUIN 1998. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française fixant les modèles du bulletin de signalement et de la fiche individuelle prévus à l'article 51 du décret du 24 juillet 1997 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant et du personnel auxiliaire d'éducation des Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 24 juillet 1997 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant et du personnel auxiliaire d'éducation des Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 23 janvier 1998;

Vu l'accord du Ministre du Budget;

Vu le protocole du 23 février 1998 contenant les conclusions des négociations menées au sein du comité de secteur IX;

Vu l'avis du Conseil d'Etat donné le 28 avril 1998 en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1°, des lois sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique, du Sport et des Relations internationales;

Vu la délibération du Gouvernement du 2 juin 1998,

Arrête :

Article 1^{er}. Le bulletin de signalement et la fiche individuelle des membres du personnel directeur et enseignant et du personnel auxiliaire d'éducation des Hautes Ecoles de la Communauté française sont établis selon les modèles annexés au présent arrêté.

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 2 juin 1998.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique, du Sport et des Relations internationales,
W. ANCION